

Je me rendis à Québec pour y rencontrer M. Pouliot avant son départ pour Halifax. Tous les journaux de langue française de Québec alertés par nous, avaient consacré des éditoriaux énergiques à cette question de permis et à la décision que les gouverneurs allaient prendre à Halifax. M. Pouliot était satisfait de cette campagne mais il demeurait convaincu que nous n'obtiendrions pas nos trois postes. Il ajoutait ceci: " Si on vous les refuse à présent, vous en aurez pour plusieurs années à attendre parce qu'il est très rare que Radio-Canada modifie ses décisions."

Il fut convenu que je demeurerais à Québec et que M. Pouliot me téléphonerait dès qu'il aurait des nouvelles à me communiquer. Le lendemain soir, il m'apprenait que nous pouvions avoir Edmonton malgré une vive opposition, mais qu'il n'y avait rien à faire pour les postes de la Saskatchewan. Il insistait pour que nous retirions nos demandes de permis pour cette province plutôt que de risquer un refus certain, refus qui pourrait être gros de conséquence. Je savais que M. Pouliot faisait de son mieux. Je ne voulais pas le décourager et immédiatement je lui envoyais un télégramme l'autorisant à retirer temporairement notre demande pour les permis de la Saskatchewan et je signai le télégramme à titre de président honoraire de l'A.C.F.C. et fondé de pouvoir.

Je n'en ai jamais parlé à mes amis de l'Ouest. J'aurais eu peur de me faire tuer. Mais nous en parlions la semaine dernière avec M. Pouliot et nous acceptons aujourd'hui de nous confesser à nos amis de la Saskatchewan. Nous étions sur la ligne de feu et nous avons cru bien servir la cause franco-canadienne. Edmonton eut son permis en mars 1948.

Une brillante victoire

Le 24 mars, j'écrivais à Monseigneur Maurice Baudoux une lettre de laquelle je tiens à citer les passages suivants:

" L'avis général, ici, de tous ceux qui ont participé de près à la
 " lutte qui s'est livrée autour du permis d'Edmonton, ~~est d'avis~~ *est*
 " que c'est peut-être la victoire la plus complète, la plus retentis-
 " sante que nous ayons remportée depuis très longtemps.

" Monsieur Pouliot, aussi bien que monsieur l'Abbé Gosselin et moi-

" si je le fais dans les circonstances présentes, c'est que l'attente
" s'impose.

" Je crois que personne ne peut se vanter d'avoir fait plus de travail
" que je ne l'ai fait jusqu'ici, soit pour la souscription elle-même,
" soit par les démarches qui ont été nécessaires pour aplanir les
" difficultés concernant l'obtention des permis. Je crois ne vous
" avoir pas trompé jusqu'ici et je vous demanderais à vous et aux di-
" recteurs de Radio-Ouest, en reconnaissance des services que j'ai
" pu rendre, qu'on m'accorde les trois ou quatre mois de délai que je
" vous demande parce qu'ils me paraissent indispensables à la victoire
" finale.

" Un argument très fort chez les Gouverneurs, c'est d'appuyer sur le
" fait que si nous n'avons pas nos postes français, nous allons
" être obligés de recommencer de nouveau la lutte pour obtenir des
" programmes plus satisfaisants, plus complets, à Watrous et Lacombe.

" En d'autre terme, la bataille pour Edmonton est gagnée et il faut
" maintenant devant le public engager celle de la Saskatchewan avant
" de soulever la question devant les Gouverneurs."

Voici quelques extraits de la réponse que je reçu de Monseigneur
Baudoux en date du 3 avril 1948:

" Votre conviction et celle de M. Pouliot, que nous ne devrions
" pas nous présenter avant trois mois nous chagrine fort. Ainsi que
" je vous l'ai dit, lorsque vous m'avez téléphoné le soir du 21 mars,
" j'accepte ce retard bien qu'à contre-cœur, mais je me demande com-
" ment nos gens vont réagir. Au fond, des trois provinces, il me
" semble que c'est la nôtre qui a le plus besoin d'un poste, c'est elle
" qui a remué ciel et terre pour arriver à cette solution; c'est elle,
" aussi, qui a montré le plus de bonne volonté - une bonne volonté
" substantielle qui n'a été arrêtée dans son élan que par la déconfi-
" ture du 9 mai 1944. Et il se trouvera que c'est elle qui aura ses
" postes en tout dernier lieu et Dieu sait quand. Cela use la volonté
" la plus persévérante.

" Aussi, je crois vous demander deux choses:

" 1o Que vous me disiez ce que je puis utiliser de vos récentes lettres
" pour communication aux directeurs de Radio Prince-Albert et au
" Comité provisoire de Radio-Gravelbourg;

" 2o Que vous ^{vous} employiez à ce que le Comité Permanent nous envoie un
" homme, pour notre assemblée plénière de Radio Prince-Albert

" Il faudrait bien enraciner l'idée que le délai qui nous est imposé
" par les circonstances ne doit pas se prolonger, comme certains
" le voudraient, au delà de trois ou quatre mois au plus.

" Votre idée d'un Manifeste du Directorat de Radio Prince-Albert me
" plait beaucoup. J'en préparerai un projet aussitôt que je pourrai.
" Il conviendrait de savoir quand il faudrait le publier.

" Il me faudrait écrire aussi à nos ~~Evêques~~^{Evêques}, je le sais, mais comment
" puis-je le faire sans vous mettre en cause. Dites-moi donc l'usa-
" ge que je puis faire de vos lettres confidentielles.

" Je retiens le paragraphe de votre lettre du 24 mars où vous me
" dites que les gouverneurs seraient sensibles à une reprise de ré-
" clamations en vue d'obtenir plus de français à Watrous, et à des
" heures convenables. Peut-être devrions-nous commencer cette campa-
" gne tout de suite. Qu'en pensez-vous ?

" Au nom de toute notre population, je réitère l'expression de nos
" remerciements les plus vifs pour tout le travail fatiguant que
" vous faites en notre faveur. Cela, nous ne pourrons jamais l'ou-
" blier, ni ne le voulons."

La bataille des postes français était terminée et gagnée pour le Manitoba et l'Alberta. Elle avait duré plusieurs années. La bataille de la Saskatchewan allait commencé. Elle serait probablement longue elle aussi. Mais nous étions convaincus de la gagner parce que nous le voulions et que nous étions demeurés unis. Convaincus de la gagner cette bataille parce que nous comptions sur nos amis, spécialement sur M. Pouliot et sur le Conseil de ^{la} Vie Française et sur l'appui total de la province de Québec.

La bataille autour des permis de la Saskatchewan

Nous étions convaincus qu'il nous faudrait attendre avant de recommencer de nouvelles démarches. Monseigneur Baudoux craignait la réaction de ses gens qui, ayant les premiers commencé la lutte, allaient être servis les derniers. Mais Monseigneur fut nommé ~~Evêque~~^{Evêque} de St-Paul en Alberta en septembre 1948 et cette nomination, en l'éloignant de la Saskatchewan, ne lui permit pas de s'occuper aussi activement de la Radio-Française. Nos amis de la Saskatchewan habitués à être dirigés par un tel chef furent un moment désespérés.